



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 09 Mars 2023 (2^{ème} séance)

Délibération n° COM2023-03-09/10

OBJET : Prescription de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de concertation

L'an deux-mille-vingt-trois, le vingt-huit février à 19h15, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, dûment convoqué par le Président en date du deux mars dernier, s'est réuni à la salle polyvalente Gracien Archimède à Petit-Canal sous la présidence de Monsieur Jean BARDAIL.

MEMBRES EN EXERCICE : 40

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Quarante (40)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRÉSENTS : Vingt-trois (23)

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. BARDAIL Jean, Mme BENIN Justine, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DEROS Pinchard, Mme FOSTIN Ingrid, M. FULBERT Thierry, Mme GAZON Beatrix, M. HUBERT Jean-Marie, M. JASARON Fabrice, Mme JEQUECE Epse EURICLIDE Marie-Louise, M. LUCE Joubert, Mme MANETTE Sandra, M. MOUNSAMY Olivier, M. PELAGE Patrick, M. PORLON Pierre, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, Mme ROQUES Yvelise, M. SAINT-JULIEN Bernard, M. SINGARIN-SOLE Rémi.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : Cinq (5)

Mme CLOTILDE Eveline à M. SAINT-JULIEN Bernard
Mme GOLABKAN-OUJAGIR Nadia à Mme ARMOUGON Betty
M. MORNAL Blaise à Mme RAMPATH Sheila
Mme SERMANSON Sylvie à M. FULBERT Thierry
M. SURET Thierry-Michel à M. ANZALA Jean

CONSEILLERS EXCUSÉS : Neuf (9)

M. ARTHEIN Victor, M. JERUL Léonard, Mme LOQUES Rose-Marie, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, M. MOUSTACHE Daniel, Mme PITON Elodie, Mme RHINAN Sylvie, Mme SUARES Elsa, Mme UBALD Maryse.

CONSEILLERS ABSENTS : Trois (3)

M. HERMIN Georges, Mme JASMIN Victoire, M. VERSIN Rony.

A été désigné secrétaire de séance : Monsieur ANZALA Jean

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment en ses articles L.103-2 à L103-6, L.132-1 et suivants et L. 143-17 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral n°SG/DCL/SLAC/BCL en date du 2 juillet 2020, portant délimitation du périmètre du SCOT de la CANGT ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu la délibération N°COM2019-09-21/08 en date du 21 septembre 2019, portant définition du périmètre du schéma de cohérence territorial avec volet maritime et littoral de la CANGT ;

Considérant que la présente délibération s'inscrit dans la poursuite de la démarche initiée par la délibération du 21 septembre 2019 relative à la définition du périmètre du SCOT de la communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre ».

Considérant que la CANGT est compétente pour élaborer un SCOT sur son territoire correspondant au périmètre délimité par l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020.

Considérant que la délibération du 19 juin 2019 prescrivant l'élaboration du SCOT avait été retirée par la délibération du 21 septembre 2019 et que la délibération du 8 décembre 2021 était ainsi dépourvue d'objet, faute de pouvoir compléter les modalités de concertation d'une procédure qui n'avait pas été formellement prescrite.

Considérant qu'il y a dès lors lieu de prescrire, par la présente délibération qui remplacera en tant que de besoin celle du 8 décembre 2021, l'élaboration du SCOT de la CANGT conformément à l'article L.143-17 du Code de l'urbanisme et de préciser les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation.

Considérant que sont associés à l'élaboration du SCOT (articles L.132-7 et L.132-8 du Code de l'urbanisme) les personnes publiques suivantes :

- L'Etat ;
- Les régions ;
- Les départements ;
- Les autorités organisatrices de la mobilité ;
- Les EPCI compétents en matière de programme local de l'habitat (PLH) ;
- Les collectivités territoriales ou les établissements publics signataires d'un projet partenarial d'aménagement ;
- Les établissements publics chargés d'une opération d'intérêt national ;
- Les organismes de gestion des parcs naturels régionaux ou des parcs nationaux ;
- Les chambres de commerce et d'industrie territoriales (CCIT) ;
- Les chambres de métiers ;
- Les chambres d'agriculture ;
- Les sections régionales de la conchyliculture (dans les communes littorales) ;
- Les syndicats mixtes de transports (si l'établissement public en charge du SCOT ne dispose pas de cette compétence) ;
- Les établissements publics en charge des SCOT limitrophes ;
- Les gestionnaires d'infrastructure ferroviaire ayant au moins un passage à niveau ouvert au public dans l'emprise du SCOT ;
- Les établissements publics territoriaux de bassin et les établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau.

Considérant qu'à l'initiative de l'autorité chargée de l'élaboration du SCOT, ou à la demande de l'autorité administrative compétente de l'Etat, les services de l'Etat sont associés à l'élaboration du schéma.

Considérant que les personnes publiques associées :

- 1° Reçoivent notification de la délibération prescrivant l'élaboration du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme ;
- 2° Peuvent, tout au long de cette élaboration, demander à être consultées sur le projet de schéma de cohérence territoriale ou de plan local d'urbanisme ;
- 3° Emettent un avis, qui est joint au dossier d'enquête publique, sur le projet de schéma ou de plan arrêté (article L. 132-1 du Code de l'urbanisme).

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (sis au 34, chemin des Bougainvilliers – Guillard - 97100 BASSE-TERRE ; Téléphone : 05 90 38 49 00 Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Considérant que le territoire du Nord Grande-Terre se présente comme suit :

Un territoire rural



Communes	Nombre d'habitants (2020)	Superficie en km ²
Anse-Bertrand	3 929	62,47
Le Moule	22 499	82,84
Morne-à-l'Eau	16 436	63,56
Petit-Canal	8 319	70,05
Port-Louis	5 680	42,24
CA Nord Grande-Terre	56 863	334,43

Superficie : **324,5 km²** (soit 54,5% de l'île de la Grande-Terre).

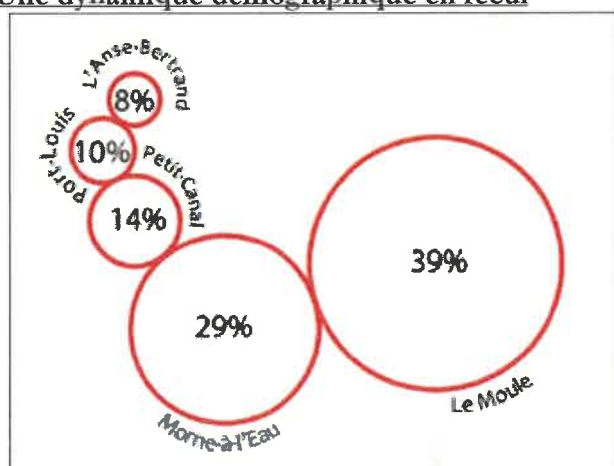
Population : **56 863 habitants.**

Densité : **175,3hab/km²** contre 333,9hab/km² pour la Grande-Terre et 247,7hab/km² pour l'archipel guadeloupéen.

40% de la Surface Agricole Utile (SAU) de l'archipel soit 12 000ha

Un pôle d'équilibre excentré : Unique bourg, positionné sur la façade atlantique, le Moule constitue un pôle d'équilibre à l'échelle de la Guadeloupe.

Une dynamique démographique en recul



Source : Synthèse Diagnostic Projet de Territoire du NGT

Présentation schématique du poids des 5 communes de l'intercommunalité : plus on va vers l'Est et plus la commune est peuplée. L'Anse-Bertrand + Port-Louis + Petit-Canal = 32% de la population, soit quasiment le poids démographique de Morne-à-l'Eau. L'enjeu est donc de **minimiser le déséquilibre démographique territorial** par le projet de territoire.

Comme pour le reste du département et des territoires d'outre-mer, le Nord Grande-Terre est confronté à un rapide vieillissement de la population et à un départ important de la tranche d'âge des 18 – 30 ans.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (sis au 34, chemin des Bougainvilliers – Guillard - 97100 BASSE-TERRE ; Téléphone : Téléphone : 05 90 38 49 00 Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Une géomorphologie et une géographie contrastée



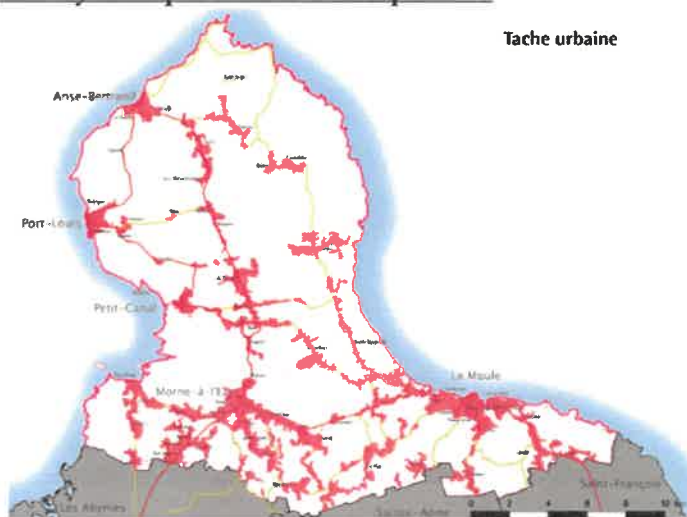
Source : atlas des Paysages de Guadeloupe

Le territoire se caractérise dans sa partie **nord** par une **succession de plateaux** (Vigie, Saint-Jacques et Sainte Marguerite), au **centre** par le **graben** de la plaine de Grippon et au **sud** par les **reliefs vallonnés** des Grands Fonds.

Le basculement de l'île de la Grande-Terre offre au Nord Grande-Terre une côte basse à l'ouest couverte par la **mangrove** du Grand cul-de-sac marin et à l'est une côte de **falaises** escarpées exposées aux Alizées venues de l'océan Atlantique.

La Grande-Terre a un climat tropical sec notamment dans sa partie nord où s'est développée la culture de la **canne à sucre** qui structure tant l'économie que les paysages.

Une dynamique urbaine à rééquilibrer



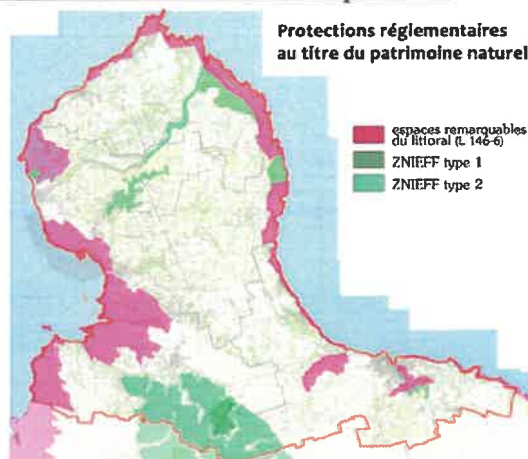
Source : Synthèse Diagnostic Projet de Territoire du NGT

Mais le Nord Grande-Terre doit aussi travailler au **rééquilibrage** entre la zone urbanisée des centres-bourgs (situés sur le littoral) et des sections (écarts localisés à l'intérieur des terres) et le foncier agricole.

Dans les 3 communes du nord, il y actuellement un basculement progressif de la dynamique du territoire vers certains écarts qui regroupent une population plus importante que celle des centres-bourgs (Axe de la RN entre Guéry /Anse-Bertrand et Balin/Petit-Canal).

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (sis au 34, chemin des Bougainvilliers – Guillard - 97100 BASSE-TERRE ; Téléphone : Téléphone : 05 90 38 49 00 Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Un environnement encore préservé



Source : Synthèse Diagnostic Projet de Territoire du
NGT

Fort de son potentiel agricole et naturel encore préservé, le territoire NGT a fait le choix de développer une politique visant à conserver ce potentiel.

La notion de **Conservation** induit 2 axes prioritaires de développement que sont : la **Préservation** et la **Gestion**.

Considérant qu'en engageant l'élaboration de son SCOT, la CANGT souhaite dépasser les contraintes liées à son positionnement à l'extrémité nord de l'archipel guadeloupéen et se distinguer des deux agglomérations limitrophes de Cap Excellence et La Riviera du Levant. La première ayant des dynamiques d'extension urbaine, qui ont d'ailleurs des impacts sur le sud du territoire de notre agglomération et la commune de Morne à l'Eau en particulier. La seconde a une activité touristique et économique et des perspectives qui se distinguent des nôtres.

Considérant que le SCOT vise à garantir le maintien des grands équilibres territoriaux en termes de mobilités, d'habitat, de développement économique, d'environnement et d'aménagement de l'espace. Il permet aussi d'engager un processus de développement durable et de protéger l'environnement naturel du territoire du Nord Grande-Terre.

Considérant que la CANGT entend poursuivre les objectifs suivants dans le cadre de la procédure :

OBJECTIF 1 - CONTRIBUER À LA CRÉATION DE RICHESSES ET D'EMPLOIS

En s'appuyant, notamment, sur ces ressources naturelles et agricoles, le patrimoine matériel et immatériel. Il s'agit d'accompagner le développement de l'emploi de proximité et de favoriser l'effort de formation et de professionnalisation en se concentrant sur l'agro-transformation, les activités de services et le tourisme, la pérennisation et l'évolution de l'agriculture...

OBJECTIF 2 - CONFORTER L'IDENTITÉ DU TERRITOIRE

Le patrimoine culturel, historique et paysager du Nord Grande-Terre sont autant d'éléments identitaires qui définissent ce territoire et contribuent à un cadre de vie et un bien vivre qu'il convient de préserver et développer.

OBJECTIF 3 - PRIVILÉGIER UN DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

Il s'agit de créer des outils de développement et d'accompagner et impliquer les acteurs concernés et permettre de concilier le bassin de vie et le bassin d'emplois.

OBJECTIF 4 - ASSURER L'ÉQUILIBRE ET LA COHÉRENCE DU TERRITOIRE

S'inscrire dans une dynamique territoriale équilibrée et garantir un développement harmonieux de l'offre de services et d'équipements afin que le citoyen en bénéficie.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (sis au 34, chemin des Bougainvilliers – Guillard - 97100 BASSE-TERRE ; Téléphone : 05 90 38 49 00 Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

OBJECTIF 5 - IMPULSER L'OUVERTURE DU TERRITOIRE

En développant et mettant à disposition des outils numériques adéquats, en tissant des partenariats avec les autres territoires de l'Archipel et plus largement de la Caraïbe.

Afin de tendre vers ce but, 4 ambitions déterminantes pour le développement du territoire ont été définies :

AMBITION 1 – UN TERRITOIRE SOLIDAIRE, D'INNOVATION SOCIALE ET CULTURELLE

Le projet de territoire met en avant les dimensions sociales, humaines et culturelles de l'économie. Il s'agit ainsi de lutter contre toutes les discriminations et de placer la personne au cœur du projet. Les actions qui sous-tendent le projet de territoire permettent de mieux prendre en compte les savoir-faire locaux, favorisent la solidarité intergénérationnelle et incitent à baser l'innovation, le développement et l'épanouissement sur les ressources du territoire.

AMBITION 2 – UN TERRITOIRE AGRO-ÉCONOMIQUE

L'agriculture est un vecteur important de plus-value, de création d'emplois et de gestion des paysages. Il s'agit donc de passer d'une simple économie de production à une économie structurée et organisée d'agro-transformation et d'agro-industrie. La valorisation de l'agriculture doit être soutenue et renforcée par une organisation optimale de filières, l'accompagnement des jeunes agriculteurs dans leur implantation et la transmission entre générations.

AMBITION 3 – UN TERRITOIRE GÉRÉ DURABLEMENT

Le Projet de Territoire s'inscrit dans une stratégie de développement de l'autonomie énergétique basé, entre autres, sur l'éolien et le solaire. Toutefois la valorisation de ces potentiels favorisés par la topographie et l'exposition au vent doit intervenir sans porter atteinte au foncier agricole, aux paysages et à l'environnement humain et naturel. Il s'agit donc d'accompagner les acteurs s'inscrivant dans une réelle dynamique de développement durable, d'économie circulaire, par la qualité et la viabilité de leurs projets

AMBITION 4 – UN TERRITOIRE ATTRACTIF

Ainsi, le Nord Grande-Terre, à travers son projet de territoire, est le garant :

- D'un cadre de vie de qualité tant dans les centres-bourgs que les sections ;
- D'une solidarité entre les générations, source d'emplois et de richesses ;
- D'un dynamisme économique s'appuyant sur le potentiel agricole et maritime, le potentiel touristique et la capacité d'innovation du territoire d'une protection ;
- D'une valorisation de son patrimoine naturel, paysager et historique.

L'élaboration du SCOT de la devra par ailleurs s'attacher à répondre aux orientations stratégiques et aux besoins prioritaires ci-après :

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES :

- Promouvoir un éco-tourisme et un agritourisme basés sur les potentialités naturelles et immatérielles du territoire ;
- Accompagner la structuration et le développement d'une production agricole et agroalimentaire éco responsable ;
- Minimiser l'impact anthropique sur les paysages et milieux naturels par une déclinaison à une échelle adaptée des objectifs de lutte contre l'artificialisation et la

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (sis au 34, chemin des Bougainvilliers – Guillard - 97100 BASSE-TERRE ; Téléphone : 05 90 38 49 00 Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers tels qu'ils découlent en particulier de la loi « Climat et résilience » ;

- Conforter l'identité du territoire et le bien-vivre au Nord Grande-Terre notamment par la promotion d'un tourisme vert.

BESOINS PRIORITAIRES :

- Participation active à la mise en œuvre du projet de territoire notamment prise en compte des fonctionnalités de la ville du Moule en sa qualité de Pôle d'équilibre régional et de Morne-à-l'Eau en sa qualité d'interface avec l'agglomération Centre ;
- Revitalisation des centres-bourgs ;
- Confortement du potentiel agricole et d'agro-transformation du territoire ;
- Prévention et gestion des risques liés à l'eau ;
- Soutien à l'économie de proximité et solidaire ;
- Développement des mobilités actives ;
- Gestion et valorisation des déchets ;
- Protection des milieux naturels ;
- Valorisation et protection des paysages.

Considérant que la CANGT entend fixer les modalités suivantes pour la concertation qui sera conduite au cours de toute la durée de l'élaboration du SCOT, conformément à l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme :

- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation permettant au public de s'informer du déroulement de la procédure et de prendre connaissance des orientations étudiées à travers les principales décisions prises en Conseil communautaire ; le dossier sera actualisé et consultable jusqu'à l'arrêt du projet de SCOT au pôle administratif situé au 2 Lot. Vallée de Roujol – 97131 Petit-Canal aux heures et jours d'ouverture au public et sur le site internet de la CANGT ;
- Mise à disposition d'un registre de concertation au pôle administratif de Roujol Petit-Canal aux heures et jours d'ouverture au public, destiné aux observations de toute personne intéressée, jusqu'à l'arrêt du projet de SCOT ;
- Diffusion d'un bulletin d'information spécifique au SCOT sous format numérique (site Internet de l'EPCI et réseaux sociaux) pour communiquer à chaque étape de la procédure (prescription, débat sur le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), arrêt du projet) ;
- Organisation de réunions publiques, en fonction de la situation sanitaire en visioconférence, sans faire obstacle au présentiel.
- Publication d'articles dans les médias (presse écrite, audiovisuelle, Internet) ;
- Le public pourra aussi faire connaître ses observations au fur et à mesure de l'avancée du SCOT en les adressant directement par courrier à l'attention de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre - Pôle administratif de Roujol 2 Lotissement Vallée de Roujol - 97131 PETIT-CANAL, mais également via une adresse dédiée : avis-scot@cangt-guadeloupe.fr ou l'application mobile dénommée « **Nord KONÈKTÉ** ». Ces observations seront annexées au cahier de concertation tenu au Pôle administratif de la CANGT.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (sis au 34, chemin des Bougainvilliers – Guillard - 97100 BASSE-TERRE ; Téléphone : Téléphone : 05 90 38 49 00 Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Après exposé du Président et après débat, le Conseil Communautaire votant à l'unanimité :

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : De prescrire l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la CANGT.

ARTICLE 2 : De définir les objectifs poursuivis dans le cadre de cette procédure comme suit :

OBJECTIF 1 - CONTRIBUER À LA CRÉATION DE RICHESSES ET D'EMPLOIS

En s'appuyant, notamment, sur ces ressources naturelles et agricoles, le patrimoine matériel et immatériel. Il s'agit d'accompagner le développement de l'emploi de proximité et de favoriser l'effort de formation et de professionnalisation en se concentrant sur l'agro-transformation, les activités de services et le tourisme, la pérennisation et l'évolution de l'agriculture...

OBJECTIF 2 - CONFORTER L'IDENTITÉ DU TERRITOIRE

Le patrimoine culturel, historique et paysager du Nord Grande-Terre sont autant d'éléments identitaires qui définissent ce territoire et contribuent à un cadre de vie et un bien vivre qu'il convient de préserver et développer.

OBJECTIF 3 - PRIVILÉGIER UN DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

Il s'agit de créer des outils de développement et d'accompagner et impliquer les acteurs concernés et permettre de concilier le bassin de vie et le bassin d'emplois.

OBJECTIF 4 - ASSURER L'ÉQUILIBRE ET LA COHÉRENCE DU TERRITOIRE

S'inscrire dans une dynamique territoriale équilibrée et garantir un développement harmonieux de l'offre de services et d'équipements afin que le citoyen en bénéficie.

OBJECTIF 5 - IMPULSER L'OUVERTURE DU TERRITOIRE

En développant et mettant à disposition des outils numériques adéquats, en tissant des partenariats avec les autres territoires de l'Archipel et plus largement de la Caraïbe.

Afin de tendre vers ce but, 4 ambitions déterminantes pour le développement du territoire ont été définies :

AMBITION 1 – UN TERRITOIRE SOLIDAIRE, D'INNOVATION SOCIALE ET CULTURELLE

Le projet de territoire met en avant les dimensions sociales, humaines et culturelles de l'économie. Il s'agit ainsi de lutter contre toutes les discriminations et de placer la personne au cœur du projet. Les actions qui sous-tendent le projet de territoire permettent de mieux prendre en compte les savoir-faire locaux, favorisent la solidarité intergénérationnelle et incitent à baser l'innovation, le développement et l'épanouissement sur les ressources du territoire.

AMBITION 2 – UN TERRITOIRE AGRO-ÉCONOMIQUE

L'agriculture est un vecteur important de plus-value, de création d'emplois et de gestion des paysages. Il s'agit donc de passer d'une simple économie de production à une économie structurée et organisée d'agro-transformation et d'agro-industrie. La valorisation de l'agriculture doit être soutenue et renforcée par une organisation optimale de filières,

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (sis au 34, chemin des Bougainvilliers – Guillard - 97100 BASSE-TERRE ; Téléphone : 05 90 38 49 00 Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

l'accompagnement des jeunes agriculteurs dans leur implantation et la transmission entre générations.

AMBITION 3 – UN TERRITOIRE GÉRÉ DURABLEMENT

Le Projet de Territoire s'inscrit dans une stratégie de développement de l'autonomie énergétique basé, entre autres, sur l'éolien et le solaire. Toutefois la valorisation de ces potentiels favorisés par la topographie et l'exposition au vent doit intervenir sans porter atteinte au foncier agricole, aux paysages et à l'environnement humain et naturel. Il s'agit donc d'accompagner les acteurs s'inscrivant dans une réelle dynamique de développement durable, d'économie circulaire, par la qualité et la viabilité de leurs projets

AMBITION 4 – UN TERRITOIRE ATTRACTIF

Ainsi, le Nord Grande-Terre, à travers son projet de territoire, est le garant :

- D'un cadre de vie de qualité tant dans les centres-bourgs que les sections ;
- D'une solidarité entre les générations, source d'emplois et de richesses ;
- D'un dynamisme économique s'appuyant sur le potentiel agricole et maritime, le potentiel touristique et la capacité d'innovation du territoire d'une protection ;
- D'une valorisation de son patrimoine naturel, paysager et historique.

L'élaboration du SCOT de la devra par ailleurs s'attacher à répondre aux orientations stratégiques et aux besoins prioritaires ci-après :

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES :

- Promouvoir un éco-tourisme et un agritourisme basés sur les potentialités naturelles et immatérielles du territoire ;
- Accompagner la structuration et le développement d'une production agricole et agroalimentaire éco responsable ;
- Minimiser l'impact anthropique sur les paysages et milieux naturels ;
- Conforter l'identité du territoire et le bien-vivre au Nord Grande-Terre notamment par la promotion d'un tourisme vert.

BESOINS PRIORITAIRES :

- Participation active à la mise en œuvre du projet de territoire notamment prise en compte des fonctionnalités de la ville du Moule en sa qualité de Pôle d'équilibre régional et de Morne-à-l'Eau en sa qualité d'interface avec l'agglomération Centre ;
- Revitalisation des centres-bourgs ;
- Confortement du potentiel agricole et d'agro-transformation du territoire ;
- Prévention et gestion des risques liés à l'eau ;
- Soutien à l'économie de proximité et solidaire ;
- Développement des mobilités actives ;
- Gestion et valorisation des déchets ;
- Protection des milieux naturels ;
- Valorisation et protection des paysages.

ARTICLE 3 : Dé définir les modalités suivantes pour la concertation qui sera conduite au cours de toute la durée de l'élaboration du SCOT, conformément à l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme :

- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation permettant au public de s'informer du déroulement de la procédure et de prendre connaissance des orientations étudiées à travers les principales décisions prises en Conseil communautaire ; le dossier

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (sis au 34, chemin des Bougainvilliers – Guillard - 97100 BASSE-TERRE ; Téléphone : Téléphone : 05 90 38 49 00 Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

sera actualisé et consultable jusqu'à l'arrêt du projet de SCOT au pôle administratif situé au 2 Lot. Vallée de Roujol – 97131 Petit-Canal aux heures et jours d'ouverture au public et sur le site internet de la CANGT ;

- Mise à disposition d'un registre de concertation au pôle administratif de Roujol Petit-Canal aux heures et jours d'ouverture au public, destiné aux observations de toute personne intéressée, jusqu'à l'arrêt du projet de SCOT ;
- Diffusion d'un bulletin d'information spécifique au SCOT sous format numérique (site Internet de l'EPCI et réseaux sociaux) pour communiquer à chaque étape de la procédure (prescription, débat sur le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), arrêt du projet) ;
- Organisation de réunions publiques, en fonction de la situation sanitaire en visioconférence, sans faire obstacle au présentiel.
- Publication d'articles dans les médias (presse écrite, audiovisuelle, Internet) ;
- Le public pourra aussi faire connaître ses observations au fur et à mesure de l'avancée du SCOT en les adressant directement par courrier à l'attention de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre - Pôle administratif de Roujol 2 Lotissement Vallée de Roujol - 97131 PETIT-CANAL, mais également via une adresse dédiée : avis-scot@cangt-guadeloupe.fr ou l'application mobile dénommée « Nord KONÈKTÉ ». Ces observations seront annexées au cahier de concertation tenu au Pôle administratif de la CANGT.

ARTICLE 4 : Les crédits nécessaires à l'élaboration du SCOT seront inscrits en section d'investissement du budget de la CANGT.

ARTICLE 5 : La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues par l'article R. 143-15 du code de l'urbanisme et sera notifiée, conformément à l'article L. 143-17 du code de l'urbanisme, aux personnes publiques d'associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-8 du Code l'urbanisme ainsi qu'à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 6 : Le Président, le Directeur Général et le comptable public sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre ;
- Notifiée aux maires d'Anse-Bertrand, de Le Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis ;
- Notifiée au Trésorier de Morne-à-L'Eau ;
- Notifiée aux personnes publiques d'associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-8 du Code l'urbanisme ;
- Notifiée à la CDPENAF ;

N° d'accusé de réception:
971-200044691-20230309-COM2023030910-DE.
Télétransmis le 17 mars 2023
Affichée le 17 mars 2023
Publiée le 20 mars 2023

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (sis au 34, chemin des Bougainvilliers – Guillard - 97100 BASSE-TERRE ; Téléphone : 05 90 38 49 00 Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même Tribunal administratif dans un délai de deux mois.